

Bulletin d'histoire politique

Ma vie au Chili et les conséquences du coup d'État

Yves Laneuville



Volume 31, Number 1-2, Summer–Fall 2023

Québec-Chili, 1973-2023 : mémoire d'un coup d'État et d'une expérience de solidarité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1107336ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1107336ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Laneuville, Y. (2023). Ma vie au Chili et les conséquences du coup d'État. *Bulletin d'histoire politique*, 31(1-2), 85–91. <https://doi.org/10.7202/1107336ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Ma vie au Chili et les conséquences du coup d'État

YVES LANEUVILLE¹

Je suis né en 1932 à Ville-Marie, au Témiscamingue, en pleine crise économique. J'étais le premier d'une famille de dix enfants. Mon père venait de la région de Nicolet et avait étudié au Collège de Longueuil, tandis que ma mère était née à Ville-Marie et avait étudié à l'école normale pour devenir enseignante. Plus tard, je suis allé comme pensionnaire au collège des Oblats, à Ottawa. J'ai fait une licence en philosophie à l'Université Saint-Paul, suivie d'une licence en théologie, et j'ai été ordonné prêtre en 1959. Depuis toujours, j'étais préoccupé par les problèmes du monde et voulais plus de justice. J'ai alors voté pour la Coopérative Commonwealth Federation (CCF)² et j'ai orienté ma prêtrise vers le missionnariat.

Au Chili dans les années 1960

Je rêvais d'aller en Bolivie, mais mes supérieurs m'ont plutôt demandé d'aller au Chili. J'y suis parti en 1961. J'ai passé mes deux premières années dans le nord, à Antofagasta, comme enseignant dans le collège des Oblats. J'ai organisé un groupe de jeunes pour les éveiller à leur propre réalité: nous organisions des travaux les samedis pour aider des sans-logis. L'évêque me traitait de curé communiste. En 1964, j'ai été transféré à Santiago où j'ai travaillé principalement dans le quartier San Rafael, à une trentaine de kilomètres au sud du centre-ville, et où 25 000 sans-logis avaient réquisitionné un terrain, sans eau ni électricité. Je les ai aidés, entre autres, à se brancher illégalement aux lignes électriques. Je trouvais que l'Église catholique ne parlait pas au monde. En 1968, j'ai accompagné de jeunes familles du quartier qui ont fait une autre invasion de terrain³. Je ne voulais plus être curé de la paroisse, je me suis donc trouvé un remplaçant et suis allé vivre avec un compagnon prêtre.

L'expérience de la coopérative de travailleurs

En décembre 1968, j'avais appuyé la grève des travailleurs d'une usine qui fabriquait des poteaux d'électricité. Lorsque leur patron a essayé de sortir la machinerie avec l'aide de la police, les ouvriers, accompagnés de leurs femmes, ont bloqué les camions et se sont emparés de l'usine, mettant en pratique le slogan « Exproprier sans payer, justice populaire ». L'entreprise avait beaucoup de dettes et le propriétaire a décidé de la vendre dans un encan. Nous avons réuni la somme d'argent demandée et l'avons achetée légalement. Un nouveau nom a été donné à l'usine : Cootralaco (Coopérative des travailleurs de la construction). J'ai commencé à travailler dans l'entreprise comme chauffeur de camion (personne d'autre n'ayant un permis de conduire !). Ce fut une expérience extraordinaire. Dans les assemblées des travailleurs, nous parlions de l'homme nouveau, le travailleur qui prend conscience de ses droits, de ses capacités, d'être capable de faire fonctionner l'entreprise sans les patrons, de décrocher des contrats, d'établir des règlements, de s'activer dans la solidarité avec d'autres travailleurs, de former une fédération d'entreprises de travailleurs au temps du gouvernement Allende.

Pendant cette période, je me suis éloigné de l'Église sans éclat. Mon engagement politique ne contredisait pas ma foi chrétienne, au contraire, cela la concrétisait. Lorsque j'ai annoncé à ma mère que je laissais la prêtrise, elle m'a écrit : « N'oublie pas de toujours travailler pour les autres ».

Les années de l'Unité populaire

Lorsqu'Allende a été élu, nous étions contents dans l'usine, je crois que 100 % des travailleurs avaient voté pour lui. Avec le nouveau contexte, favorable aux initiatives comme la nôtre, une soixantaine de coopératives sont nées et nous avons pu créer une fédération d'entreprises des travailleurs. Une ONG chilienne nous offrait une subvention importante, mais pour eux, l'orientation productive primait sur le social, et nous y avons renoncé. Par contre, nous avons accepté une aide de Développement et Paix, une organisation catholique canadienne de solidarité internationale, pour remplacer nos camions, vieux de 20 à 30 années, par des camions Ford plus récents.

Mais nous avons eu à faire face au sectarisme partisan du nouveau gouvernement, qui ne nous a pas toujours aidés. Il arrivait que, lorsqu'on présentait une soumission, les décideurs voulussent octroyer le contrat à une autre entreprise dirigée par des membres de leur parti⁴. Certains fonctionnaires et ministres nous appuyaient, comme le ministre de l'Économie, Pedro Vuskovic, venu nous féliciter en déclarant que notre action avait anticipé ce que l'Unité populaire voulait faire. Notre expérience a été connue

au Québec, car le journaliste Pierre Nadeau a fait une émission présentée à la télévision une semaine avant le coup d'État.

En août 1972, je me suis marié avec Jeannette Pomerleau. Elle était venue au Chili comme missionnaire en 1965 et avait travaillé à la Jeunesse ouvrière catholique. Après notre mariage, nous nous sommes établis dans une petite maison d'une coopérative ouvrière à Nueva Sierra Bella, à 6 km au sud du centre-ville. Jeannette travaillait comme aide-infirmière dans une polyclinique située aussi au sud de Santiago. Pour aider les plus démunis, Allende avait implanté des cliniques dans les quartiers ouvriers. Celles et ceux qui voulaient y travailler bénéficiaient gratuitement d'un cours de 6 mois à l'Université du Chili pour devenir aides-infirmiers ou infirmières.

J'ai continué à avoir des contacts avec d'autres curés chiliens progressistes. Avec le groupe *Cristianos por el socialismo*⁵, j'ai pu participer à une rencontre avec Fidel Castro lors de son séjour au Chili à la fin de l'année 1971.

Nous avons rapidement appuyé le projet dirigé par Allende, car il nous représentait, notamment les mesures telles que la nationalisation du cuivre et la réforme agraire. C'est pour cela que nous avons mené des actions pour contrer les effets de la grève des camionneurs, appuyée par les commerçants et même par les médecins, en octobre 1972, qui visait à renverser le gouvernement. Nous avons réquisitionné 24 camions «grévistes» chargés de nourriture pour la livraison le lendemain dans les quartiers. Il fallait avoir du cran, car les milices de l'extrême droite tiraient sur les chauffeurs des camions qui ne faisaient pas la grève des patrons. Un de nos chauffeurs a failli être blessé par une balle qui, heureusement, n'a fait que graffier le pare-brise du camion.

Le coup d'État

Nous venions d'entrer au travail le 11 septembre au matin quand la radio annonça un coup d'État. Notre réaction a été de nous dire: «ça doit être comme en juin et il y aura tout au plus un changement de gouvernement par en haut⁶». Plus tard dans la journée, nous avons vu des morts le long des rues que les militaires laissaient là, bien en vue. Les rafles se multipliaient dans les usines et les quartiers ouvriers. De nombreux militants furent détenus, comme notre voisin, le président de la Juntas de abastecimiento y precios (JAP) de notre quartier⁷, et plusieurs amis s'inquiétaient pour Jeannette, qui en était la secrétaire. Le discours des militaires, relayé par les médias, visait les «méchants communistes» et des avionnettes lançaient des tracts: «Dénoncez les étrangers de votre quartier!» Même si j'étais devenu citoyen chilien, cela ne garantissait rien. Plus tard, l'annonce de la mort d'Allende s'est répandue. D'un jour à l'autre, nous avons vu la situation s'aggraver dans un contexte de désorganisation du côté populaire.

Nous avons cependant continué à faire fonctionner l'usine, mais deux semaines plus tard, l'ancien patron s'est présenté avec soixante soldats pour réclamer « sa » propriété, pourtant achetée légalement par les travailleurs. Nous avons alors compris, Jeannette et moi, que nous risquions gros. De plus, Jeannette était enceinte. Des compagnons de travail nous ont recommandé de partir vite avant d'être faits prisonniers. Nous avons alors décidé de nous réfugier à l'ambassade du Canada.

À l'ambassade

Au début, l'ambassadeur ne voulait pas nous accorder l'asile ; il proposait seulement de nous « aider » à faire les démarches pour quitter le pays. Nous avons refusé. Il nous a finalement fait conduire à son domicile dans le *barrio alto* (les quartiers chics de la haute-ville), où se trouvait déjà une quinzaine de réfugiés chiliens. Nous avons été mis au régime sec : bouillon, pain et pomme pour souper. L'ambassadeur Andrew Ross économisait de l'argent sur l'indemnité que le Canada lui versait par réfugié. Nous avons appris par la suite que Ross avait envoyé un télégramme au gouvernement canadien, disant qu'il ne voyait pas de raison pour retarder la reconnaissance du nouveau gouvernement et que ne pas le faire pourrait retarder le retour à la démocratie. Il affirmait que les militaires allaient remettre le gouvernement à l'autorité civile le plus tôt possible⁸.

Pendant deux semaines, nous étions une vingtaine de réfugiés qui dormaient sur des matelas à même le sol. La plupart étaient Canadiens, mais il y avait aussi quelques Chiliens, comme la journaliste María Eugenia Saúl, et un Cubain. Les contacts avec l'ambassadeur et son entourage étaient minimes. Nous les avons aperçus seulement lors d'un tremblement de terre qui a secoué l'édifice et qui a fait sortir tout le monde à l'extérieur. Comme la nourriture était très frugale, à une occasion nous sommes descendus dans le sous-sol et nous avons pris (volé) du sirop d'érable et d'autres aliments. Finalement, les autorités militaires nous ont accordé le sauf-conduit pour aller à l'aéroport. Nous nous sommes sentis en sécurité seulement quand l'avion a décollé, après l'escale à Buenos Aires, car encore là on aurait pu nous arrêter. Le Canada nous a ensuite harcelés et nous avons dû payer le billet d'avion. Bienvenue au Canada !

L'arrivée à Montréal et le Comité Québec-Chili

À vrai dire, je ne me souviens de rien ; l'émotion était tellement forte. La pensée de nos amis et camarades laissés derrière nous nous arrachait le cœur. Nous sommes arrivés à la mi-octobre 1973, devancés par les premiers réfugiés chiliens. Nous avons été bien accueillis et nous avons vécu chez un parent, puis chez Alain Ambrosi, un cinéaste qui avait réalisé le film

*A la mierda los patrones*⁹. Jeannette trouva un boulot comme enseignante d'espagnol, le Service d'aide aux voyageurs et immigrants nous aida, puis Jeannette accoucha de notre fille Marisol en avril 1974.

Nous avons vite découvert le Comité Québec-Chili et je m'y suis intégré, avec d'autres réfugiés chiliens. Le travail de militants solidaires comme Suzanne Chartrand, Serge Wagner, Louis Favreau, Jean Ménard et bien d'autres a vite eu l'appui du Conseil central de Montréal avec Michel Chartrand, puis de la CSN, de la CEQ et de la FTQ. Le Comité était une véritable ruche où l'on produisait et organisait toute une série d'initiatives: le bulletin *Québec-Chili*, un diaporama bien tourné, des tracts, des ateliers et soirées d'information, et des manifestations pour informer et augmenter la pression contre la dictature des capitalistes chiliens et états-uniens. Il n'était pas trop difficile de faire voter des résolutions d'appui à la résistance du peuple chilien dans les syndicats et groupes où nos militants nous ouvraient les portes. Les gens se sentaient concernés, prenant conscience de qui étaient les véritables responsables du coup d'État et voulant affirmer leur solidarité avec le peuple chilien écrasé par la dictature.

Certains dirigeants politiques chiliens croyaient diriger le mouvement québécois de solidarité avec le Chili. Sans les mépriser, les gens du Conseil central leur ont dit: «Non! Nous sommes un groupe qui vise à développer l'éducation politique des Québécois et leur solidarité avec le peuple chilien. Nous avons besoin de votre participation, mais il n'est pas question que vous nous dictiez votre ligne d'action partisane.» Nous étions d'accord avec ce qu'Allende avait répété souvent: «Le drapeau du pays est plus grand que n'importe quel fanion de parti». Les Éditions Albert St-Martin ont publié à l'époque *Le Chili d'Allende. Témoignages de la vie quotidienne*, où 20 Chiliens décrivaient comment leur travail avait changé depuis la formation du gouvernement Allende, sans faire aucune allusion à leurs partis¹⁰. Le Comité a continué son travail acharné jusqu'en 1978. J'y ai participé jusqu'à la fin.

Mon travail comme syndicaliste et le souvenir du Chili

J'ai été embauché au Conseil central de Montréal, affilié à la CSN, en 1974. Dans mon travail, je devais parler au monde à la base, assister aux assemblées, les aider à s'organiser et à produire un journal syndical, ainsi qu'appuyer leurs grèves. J'ai appris à connaître Michel Chartrand qui a été une grande source d'inspiration. Je le comparais aux grands militants chiliens que j'avais connus, tels Clotario Blest¹¹ et Waldo Leiva, qui fut le président du syndicat de Cootralaco.

J'ai fait circuler beaucoup d'information sur la situation au Chili et suscité la solidarité avec les prisonniers politiques. Avec une quinzaine de

militants et militantes, dont Robert Quevillon et Clotilde Bertrand, j'ai participé à l'organisation de la Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO) en 1975. Nous avons développé des liens étroits avec le Frente auténtico del trabajo du Mexique et avec la Centrale de la ville d'Oruro, affiliée à la Central obrera de Bolivie.

J'avais peu d'enthousiasme pour le Parti québécois (PQ); je me sentais un peu comme un réfugié politique. Je ne sentais pas que le PQ était ancré dans un projet social, comme nous l'avions connu au Chili. Le Conseil central avait été très clair avec le slogan *Indépendance et socialisme*. C'est à peu près ce que je pensais, comme plusieurs militants.

À la veille de mes 65 ans, j'ai pris ma retraite du Conseil central, mais je suis demeuré un militant pigiste, participant aux campagnes de financement d'Amnistie internationale et du Centre Saint-Pierre, de même qu'à la mise sur pied de la Fondation Salvador-Allende de Montréal. J'ai d'ailleurs occupé le poste de trésorier de cette fondation, aidant à amasser les 30 000 dollars nécessaires pour ériger une œuvre à la mémoire du président. J'ai aussi contribué à la campagne de 8000 dollars pour aider les victimes de l'ouragan Mitch au Honduras et j'ai signé de multiples pétitions.

Je me suis remis en contact avec mes ami.e.s du Chili, que j'ai visité à plusieurs reprises, même si, du temps de Pinochet, on nous avait refusé l'entrée à la veille de Noël 1983. En visitant le Musée de la mémoire¹², bien des années plus tard, j'ai reconnu les photos de quatre amis assassinés par les exécutants des grands actionnaires chiliens et états-uniens.

Les années vécues au Chili sous Allende nous ont politisés pour la vie. À notre retour au Québec, en 1973, c'était évident pour nous de continuer à lutter pour une société plus juste et égalitaire en nous impliquant dans les organisations syndicales, politiques et les groupes populaires. Vive le Chili! Vive Allende! *Hasta la victoria siempre!*

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cet ancien prêtre québécois a habité pendant plusieurs années au Chili, bien avant le coup d'État. Très impliqué socialement, il nous livre son expérience comme travailleur dans une usine transformée en coopérative avant l'arrivée d'Allende au pouvoir et nous dit comment la situation évolua par la suite, jusqu'au moment où il fut contraint de retourner au Québec avec son épouse et leur fille.
2. Devenu plus tard le Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD).
3. Les occupations ou invasions de terrains, les *tomas*, étaient une tactique courante des gens qui migraient de la campagne vers les villes ou de ceux qui étaient forcés d'habiter longtemps chez des membres de la famille, pour réussir à avoir un terrain sur lequel construire un logement. Cette situation revenait souvent entre la fin des années 1940 et la période de l'Unité populaire, parfois avec des conséquences tragiques lorsque la police intervenait durement contre les occupants.

4. On voit ici à quel point l'expérience de Cootralaco a été vraiment particulière, car les partis de la gauche et le gouvernement Allende favorisaient la création d'entreprises d'État. Les coopératives étaient mal vues par le discours officiel de l'Unité populaire, prétextant qu'elles jouaient le jeu de l'opposition. Voir à ce sujet José Del Pozo, *Rebeldes, reformistas y revolucionarios. Una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad popular*, Santiago, Ediciones Documentas, 1992, p. 202-203.
5. Groupe formé par environ quatre-vingts prêtres, qui se déclarèrent en faveur du projet socialiste d'Allende, en avril 1971. Plus tard, le mouvement reçut l'adhésion de plusieurs laïques. Il organisa la première réunion de chrétiens latino-américains pour le socialisme, en avril 1972. L'Église catholique lui fut hostile et le mouvement fut dissous par la répression lors du coup d'État de 1973.
6. On fait référence ici au Tanquetazo, cette première tentative de coup d'État menée au Chili le 29 juin 1973. Un groupe d'officiers de rang moyen qui commandaient un régiment de blindés à Santiago, avec des tanks, d'où le «tanquetazo», fut responsable de cette manœuvre antidémocratique. Cette tentative a échoué, car les généraux et hauts commandants des Forces armées, y compris Pinochet, sont restés loyaux au gouvernement Allende et l'ont écrasée, avec un bilan d'une vingtaine de morts. À la suite de cet épisode, Allende avait nommé quelques militaires aux postes de ministre, dans le but de calmer l'opposition.
7. Comme le souligne Miriam Maruri dans son témoignage du présent dossier, la JAP est «un organisme dont le but était de veiller à la distribution équitable des marchandises et de faire respecter les prix officiels».
8. Ce témoignage rejoint celui d'Ovide Bastien et de Wynanne Watts dans le présent numéro.
9. Il s'agit d'un documentaire tourné en 1972 au Chili. Sur la base de témoignages des travailleurs, le film essayait de démontrer que ces derniers étaient capables de se prendre en main et de diriger une entreprise, sans la présence des patrons.
10. Voir à ce sujet l'article de José Del Pozo dans le présent numéro, citant le témoignage d'Ester.
11. Clotario Blest est une figure historique du syndicalisme chilien. Chrézien de gauche, il a organisé les employés de la fonction publique dans les années 1940 et il est devenu le premier secrétaire général de la Central única de trabajadores (Centrale unique des travailleurs, CUT) lors de sa fondation, en 1953. Il a appuyé plusieurs des mesures du gouvernement Allende, mais il n'occupa aucun poste de son administration, à cause de son attitude critique envers les partis politiques. Pendant la dictature, il est demeuré au pays, participant à un grand nombre d'actions d'opposition au régime, malgré la répression. Il est décédé en 1990, à l'âge de 91 ans.
12. Musée inauguré à la fin du premier gouvernement de Michèle Bachelet, en 2010, à Santiago, consacré à garder la mémoire des victimes de la répression subie pendant la dictature. Cette institution est constamment critiquée par la droite, l'accusant d'avoir un caractère partisan, sans expliquer le contexte de la violence de cette période.